

John Wecker

# Le retour des dictateurs

Nous vivons à l'ère de la dictature des marchés. Les nouveaux dictateurs ne s'appellent plus César, Napoléon, Staline, Hitler, Mao, mais les « marchés ». Ces marchés sont insaisissables, ils licencient chaque année des centaines de milliers de personnes dans l'Union européenne et des millions dans le monde, mais on ne sait plus à qui s'adresser. À Lakshmi Mittal ? À la famille royale du Qatar ? Hélas, ces noms ne désignent « que la pointe de la pointe de l'iceberg », car l'essentiel des décideurs responsables reste immergé et invisible.

Une récente relecture de *Ethique protestante et esprit du capitalisme* de Max Weber de 1904-1905 a été saisissante : j'avais lu ce petit texte pour la première fois il y a 35 ans, il m'avait à l'époque déçu par son apparente banalité ; en effet, sur le protestantisme, Hegel – notamment dans le contexte de son analyse de la Révolution française de 1789 – m'avait semblé avoir tout dit. Or relire à l'époque de la dictature des marchés ces passages de Weber sur le début des Temps modernes, sur la Réforme, Luther, Müntzer, mais surtout Calvin (1489-1525) prend une autre dimension en 2012, où nous avons vu suite à 1989 le capitalisme néolibéral d'abord dévaster tous nos espoirs de progrès éthique et démocratique au niveau mondial suite à la fin de la guerre froide et ensuite vu ce capitalisme néolibéral évoluer en capitalisme financier. Ce qui équivaut à un retour au capitalisme primitif de Manchester en Europe et aux conquêtes coloniales partout ailleurs : la barbarie occidentale du XIX<sup>e</sup> serait-elle de retour au XXI<sup>e</sup> siècle ? Et Adorno aurait-il eu raison dans sa *Dialectique de la raison* de 1947 ? C'est Calvin qui – selon Weber – aurait réussi la prouesse théologique qui consiste

à justifier, par un détour, par la volonté divine l'égoïsme humain et donc la brutalité économique, l'indifférence, voire la haine face aux pauvres, l'obsession du gain et finalement la guerre économique universelle : l'ère du calvinisme triomphant aurait-elle commencé en 1989 ?

En 2012, nous devons en effet nous rendre compte que le libéralisme éthique et politique n'est pas la même chose que le libéralisme économique, il en est même le

---

**Le pouvoir économique  
(et politique?) en place semble  
vouloir des salariés moins formés,  
moins polyvalents et davantage  
« flexibles », davantage à la merci  
du patronat et moins chers.**

---

contraire : capitalisme néolibéral, mondialisation néolibérale, délocalisations pour pratiquement éliminer le coût salarial (aux dernières nouvelles, Renault délocalise au Maroc et paie un salaire mensuel de 250 euros...), ouverture des frontières aux marchandises et aux investissements, mais fermeture des frontières aux personnes, capitalisme financier, privatisation des bénéfices, mais socialisation des dettes et des catastrophes créées par le capitalisme financier, privatisation de l'État et réduction du service public – mais aussi des parlements et des gouvernements – au statut de laquais des « marchés ». Voilà le tableau du monde actuel en 2012 et au plus tard depuis 2008.

Ce qu'écrivait Hannah Arendt en 1951 dans *Les origines du totalitarisme* : le système totalitaire (p. 60 sq. de la traduction française chez Seuil Essais, « L'alliance provi-

soire entre populace et élite » ; p. 538 sq. de l'édition allemande chez Piper, 1986 : « Das zeitweilige Bündnis zwischen Mob und Elite ») prend à la relecture – de même que Max Weber – une résonance toute autre : son analyse des suites de la crise de 1929, de la transformation de la société bien structurée en masse informe, la précarité matérielle et le retour de la lutte pour la simple survie, la disparition de toutes les normes éthiques, la bourgeoisie qui s'encanaille et adopte les « valeurs » antisociales de la populace, etc. Tout cela se lit évidemment aujourd'hui comme un portrait de la société globalisée et des « marchés » après la crise de 2008, et en fait déjà de la mondialisation après, rappelant le capitaliste bourgeois des années 1930, qui, selon Arendt, avait succombé au mimétisme du brutal immoralisme nazi. Après 1989, l'économie sociale de marché peut redevenir économie de marché tout court et on n'a plus besoin d'écouter les syndicats.

Ce qui m'amène à constater que depuis 20 ou 30 ans, il n'y a plus de séparation entre partis et syndicats de gauche, d'une part, et partis et syndicats de droite, d'autre part. Un nouveau Verdun se met en place entre partis au pouvoir de toutes les couleurs, d'une part – y compris les partis qui se disent de « gauche » ou « socialistes », donc la « gauche gouvernementale » qui, en fait, n'est plus à gauche – et syndicats (et salariés) de tous les bords d'autre part : dorénavant la frontière, voire le front, se situe entre le pouvoir (économique, relayé

---

John Wecker est membre du Comité enseignement secondaire du SEW/OGBL, docteur en philosophie et lettres FUSL Bruxelles. Il a été vice-président de l'Union syndicale de Bruxelles et président du Comité inter écoles européennes de l'Union syndicale (13 écoles dans 7 pays).

par le politique) d'un côté, et les « salariés » (les anciens « prolétaires ») de tous les pays, de l'autre. Depuis les années 1980, les classes moyennes ont fondu comme neige au soleil, les riches deviennent encore plus riches (jamais, depuis 1929, les bénéfices des multinationales n'ont été aussi importants) et les pauvres plus pauvres (et nous allons également bientôt finir dans l'Union européenne au niveau de ce que Marx a appelé dans son *Capital* le « simple salaire de survie »).

### Et l'enseignement dans tout cela ?

De quoi les velléités de réforme de l'enseignement par le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP) – après le fiasco dans le fondamental et le professionnel, maintenant tentative obstinée d'étendre le fiasco à l'enseignement secondaire « classique » – sont-elles l'expression ?

Après avoir rencontré depuis octobre 2011 trois fois la ministre de l'Éducation nationale et son équipe au sein d'une petite délégation du SEW et avoir entendu les mêmes acteurs trois fois face aux enseignants, mais aussi face aux élèves (à la mi-novembre et maintenant en février), je suis surtout surpris par deux éléments : d'abord, la « qualité » des arguments par lesquels le MENFP défend son dossier ; ensuite, l'obstination avec laquelle il se bouche les oreilles face aux réactions négatives répétées à chacune des six entrevues auxquelles j'ai assisté. Le MENFP semble dans une sorte de transe et – sans vraiment savoir ce qu'il fait – vouloir par tous les moyens imposer la réforme (la réforme de l'enseignement et celle du statut du fonctionnaire ne sont que deux aspects de la même réforme) qui lui est dictée par une instance extérieure jamais nommée, mais omniprésente : « Bruxelles » (Union européenne) ou « Paris » (Organisation de coopération et de développement économiques) et, en dernière analyse, « Washington » (General Agreement on Tariffs and Trade, Bretton Woods, Fonds monétaire international, etc.) ou encore « Genève » (Organisation mondiale du commerce), bref : « les marchés ».

De quoi les réactions négatives à la réforme sont-elles l'expression ? J'ai entendu

deux interprétations, mais j'en privilégie une troisième.

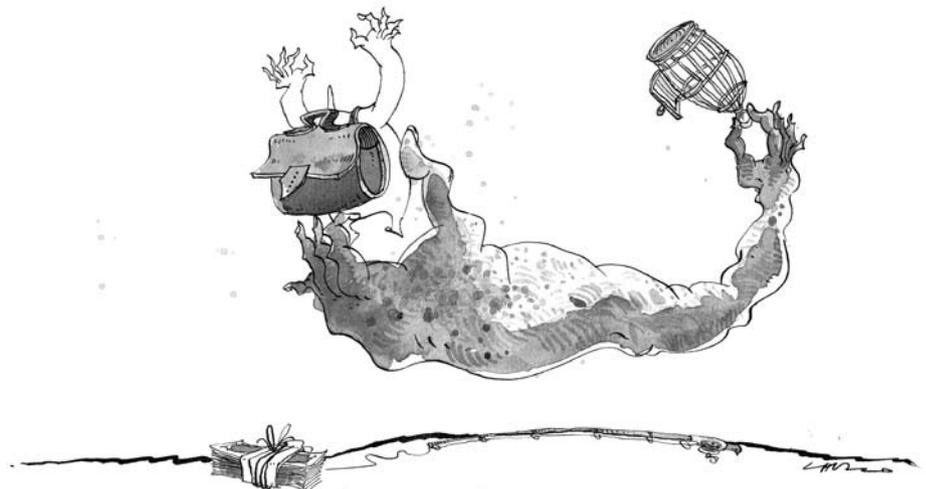
La première interprétation a comme thèse que la réforme de l'enseignement est louable, puisqu'elle chercherait enfin à colmater la déchirure entre enseignement « technique » et « classique », et ainsi la déchirure entre Luxembourgeois dits « de souche » et les « résidents » issus de l'immigration. Il s'agirait ainsi de remettre en marche l'ascenseur social. Le refus de la réforme exprimé par le corps enseignant serait dans ce cas l'expression d'un esprit petit-bourgeois réactionnaire et xénophobe.

La deuxième interprétation affirme l'exact contraire : la réforme de l'enseignement luxembourgeois serait l'expression d'une crispation identitaire nationale et aurait comme finalité de réaffirmer l'exclusion des élèves issus de l'immigration de l'accès au « classique » et, par là, de l'accès aux études universitaires, pour éviter à la fin que les « immigrés » ne confisquent les postes-clés et le pouvoir au Grand-Duché. La réaction négative des enseignants serait l'expression d'une juste indignation au nom de l'humanisme, des « valeurs républicaines » et des droits de l'Homme.

Ma vision des choses – et donc la troisième tentative d'interprétation des mêmes événements – consiste à voir un peu plus loin que les étroites frontières nationales : les événements dont j'ai été témoin à « Bruxelles » (Union européenne et institutions européennes) et dont les débuts remontent aux années 1980, la lit-

térature sur la question depuis la grande remise en question du modèle américain/occidental des années 1960 et de nouveau depuis 2000 me montrent que le Luxembourg fait bien partie du monde. Le Grand-Duché n'est pas situé sur la lune ou en Amazonie profonde, où aucun contact avec le reste de l'humanité n'aurait eu lieu ; les grandes tendances (et erreurs) mondiales touchent également le Luxembourg, « avec une guerre de retard », mais un « retard » qui s'est réduit à 3 ou 4 années actuellement : ce qui permet au Luxembourg certes non pas de tout éviter, mais de voir venir et de prévenir, donc de limiter les dégâts. On dit même que les États du monde – et même les États de l'Union européenne – garderaient leur souveraineté face à la mondialisation économique et auraient tout à fait, s'ils le voulaient, encore aujourd'hui le pouvoir de légiférer souverainement, en matière de marché financier ou d'enseignement par exemple. Mais les États ne voudront pas, le Grand-Duché ne veut pas, pour une raison qui reste à préciser : peur, inconscience, incompétence, manque d'information, voire volonté délibérée de réintroduire la dictature au pays, actuellement dans sa forme néolibérale et 67 ans après la fin de la dictature allemande.

Cette « thèse néolibérale » et l'opposition à la dictature des marchés ainsi qu'à la précarité néolibérale me semble animer la grande majorité des 4760 enseignants luxembourgeois qui ont signé (jusqu'au jour où j'écris ceci, à savoir la Saint-Valentin 2012) le « Manifeste » lancé



début janvier 2012 par le SEW/OGBL et l'APESS. Les peurs des élèves et des parents qui craignent une diminution encore plus grande du niveau de l'enseignement luxembourgeois, de la valeur des diplômes et des chances de réussite auprès des universités étrangères vont dans le même sens : le pouvoir économique (et politique ?) en place au Grand-Duché semble vouloir des salariés moins formés, moins polyvalents et davantage « flexibles », davantage à la merci du patronat et moins chers. Dans le projet de réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire « classique », tout entre en effet dans l'ère de la précarité généralisée : pas seulement les arts, la littérature, la culture générale, mais aussi les matières plus pointues et spécialisées comme l'économie et les sciences naturelles. C'est la régression générale, même si le MENFP veut affirmer le contraire. On croit rêver face à une pulsion d'automutilation si grande ! La seule matière première du Grand-Duché – encore pauvre au XIX<sup>e</sup> siècle et de nouveau sans industrie véritable depuis 1973 – est pourtant la matière grise ! Il faudrait donc investir dans la matière grise du pays au lieu d'y tailler à la tronçonneuse.

Encore un mot sur la question « de détail » qui est pourtant centrale dans l'enseignement luxembourgeois : la justice sociale, l'égalité des chances, l'ascenseur social et donc plus concrètement la ségrégation sociale entre Luxembourgeois de souche et résidents issus de l'immigration : nous savons tous que les immigrés se retrouvent largement dans l'enseignement « technique » et que par ailleurs le taux d'échec des immigrés est le double, voire le triple du taux d'échec des Luxembourgeois de souche. Mon expérience professionnelle de plus de 30 ans d'enseignement m'a cependant montré que les élèves issus de l'immigration ne sont pas moins intelligents et ne sont pas davantage paresseux que les autres, même si une certaine droite xénophobe en est convaincue. Au contraire : les « meilleurs » élèves (les plus motivés, les plus travailleurs, ceux qui réussissent très bien des études universitaires, si toutefois ils ont assez de confiance en eux-mêmes pour en entamer) sont les élèves du « technique », et donc les « immigrés ». Pour les « immigrés », l'école et l'ascenseur social représentent donc grâce aux études

encore une réelle motivation, alors que pour certains « autochtones », cela n'est plus le cas.

Ascenseur social en panne au Luxembourg ? Certainement ! Et les projets de réforme du MENFP, un antidote musclé contre cet ascenseur social en panne ? Plutôt pas, voire pas du tout. Les nombreux textes en provenance du MENFP n'ont pas mis le débat sur l'exclusion sociale par le système scolaire au centre de la discussion : par exemple à l'époque de la III<sup>e</sup> République en France, l'école publique, obligatoire et gratuite, animée par les « valeurs républicaines », avait réussi à réduire les handicaps et les différences liés à l'origine sociale, ethnique. Alors qu'au Luxembourg, les différences me semblent accentuées plutôt que réduites par l'enseignement public. La question de l'exclusion sociale et de la ségrégation sociale est certes posée par les enseignants, notamment le syndicat d'enseignants dont je suis membre, le SEW/OBGL. Lors de la dernière grève des enseignants luxembourgeois en 1987, la question des programmes, des méthodes pédagogiques et surtout de la ségrégation des élèves immigrés de la première ou de la deuxième génération n'était pas posée. La grève avait pour principale motivation la différence de salaire (de l'ordre de 50 euros) entre juges et professeurs, à études égales. Vingt-cinq ans plus tard, les idées ont évolué, du moins du côté des enseignants, des élèves et des parents. On ne veut pas de société à deux ou trois vitesses : d'abord les Luxembourgeois de souche, ensuite les « résidents » issus de l'immigra-

tion, et finalement les « frontaliers », que le gouvernement a gratifiés récemment de mesures qui font honte.

Et, en matière d'éducation notamment, je répète ainsi ma conclusion formulée précédemment : depuis 1973, nous avons si bien réformé et progressé, qu'actuellement nous sommes de nouveau retournés à avant 1789 et à l'époque de l'Ancien Régime. La croissance économique – depuis Calvin, tel que le voit Max Weber – a certes dépassé l'imagination et les besoins artificiels que nous a inculqués le consumérisme néolibéral à l'américaine ont certes de loin dépassé les besoins réels (alors que la nature est détruite et les ressources sont épuisées), mais au niveau de la civilisation, de la socialisation pacifique du genre humain et en matière de progrès éthique et politique, nous n'avons plus avancé d'un millimètre depuis 1973, alors que les années entre 1945 et 1973 avaient pourtant été prometteuses.

À la relecture des *Origines du totalitarisme* de Hannah Arendt (1951), nous pouvons nous rendre compte que l'« après-2008 » pourrait rapidement ressembler à l'« après-1929 », sauf que le totalitarisme sera économique. Mais la « désolation » existentielle (*Verlassenheit* en allemand ; caractéristique essentielle du système totalitaire selon Arendt) sera la même. Au lieu de « réformer » notre enseignement pour qu'à l'avenir il ne fournisse que des robots pour l'économie, continuons à former des humains complets et autonomes, des citoyens libres, critiques et responsables ! ♦

